

## Les pavillons « parias » agitent la Biennale d'art de Venise



Des militantes de Pussy Riot et de Femen devant le pavillon russe à la Biennale d'art de Venise (Italie), le 6 mai, LUCA BRUNO/AP

Roxana Azimi

### Russie, Israël, Etats-Unis... La grande manifestation est confrontée à de nombreuses contestations

#### REPORTAGE

VENISE - envoyée spéciale

**F**orum artistique global et espace de confrontation des imaginaires politiques, l'édition 2026 de la Biennale de Venise se voit percutée par les crises politiques majeures qui ensanglantent le monde. La présence de pavillons dont les pays sont impliqués dans des conflits en cours – Etats-Unis, Israël, Russie – a créé cette année un malaise sans précédent. Signe de ces temps troublés, le jury qui remet les fameux Lions d'or et d'argent s'est sabordé le 30 avril, une première.

Tenant à se démarquer de la direction de la Biennale, le jury avait annoncé que les pays dont les dirigeants sont poursuivis par la Cour pénale internationale pour crimes contre l'humanité seraient exclus du palmarès des prix. Après la démission de tous les membres de celui-ci, la direction de la Biennale a finalement annoncé qu'elle remettrait les prix à la fin de l'événement, en novembre, ceux-ci étant attribués par un vote du public.

Sur place, à Venise, la politique affleure sous différentes formes. Mardi 5 mai, une performance jouée dans les Giardini Reali, jardins royaux de Venise, a été conçue comme une réponse artistique à la meurtrière réplique d'Israël aux attaques terroristes perpétrées par le Hamas le 7 octobre 2023.

#### « Chœur de drones »

Sur le coup de midi, une soixantaine d'artistes exposants de la Biennale se sont groupés, sans pancartes ni slogans haineux, simplement vêtus de tee-shirts portant le nom de confrères gazaouis, décédés pour la plupart. Le « chœur de drones » qu'ils ont murmuré du fond de la gorge, avant trois minutes de silence, faisait directement référence au son de ces engins qui frôlent les maisons, menaces de mort permanentes dans le quotidien des populations civiles.

Plutôt que de réclamer l'exclusion d'Israël, dont le pavillon est contesté par d'autres acteurs de la scène artistique, ces manifestants ont écouté, au bout de l'allée centrale, face à l'entrée de l'exposition internationale, la lecture d'un poème du Palestinien Refaat Alareer (1979-2023) : « *Si je dois mourir/ vous devez vivre/ pour raconter mon histoire...* ». Une même performance était prévue chaque jour à la même heure, du mercredi 6 mai au vendredi 8 mai, toujours à midi, dans les différents lieux d'exposition de la Biennale. « *Je ne me reconnais pas dans l'agressivité, je ne veux pas rajouter de la violence à la violence*, explique, très émue, l'une des participantes,

l'artiste libanaise Joana Hadjithomas, qui expose elle-même avec son complice Khalil Joreige dans l'Arsenal. *On n'est pas là pour exclure des artistes, mais on ne peut pas faire comme si de rien n'était.* »

Depuis le mois de janvier, ces artistes ont échangé chaque semaine via Zoom pour réfléchir à la mobilisation la plus pertinente. *« L'art, en temps de génocide ou de crimes contre l'humanité, ne doit pas être normalisé »,* martèle l'un d'eux, le cinéaste Avi Mograbi, un Israélien très engagé contre les politiques d'occupation conduites par le gouvernement de son pays.

En mars, une lettre de la coalition Art Not Genocide Alliance (ANGA), signée par près de 200 artistes et curateurs participant à la Biennale, dont Yto Barrada et Lubaina Himid, respectivement locataires des pavillons français et britannique, avait pris le chemin plus classique d'une demande d'exclusion de l'Etat hébreu. *« Pourquoi la Biennale prétend-elle être un espace neutre alors qu'elle ne l'a pas toujours été et que l'exposition permanente est presque toujours très politique ? »,* grince par mail un porte-parole d'ANGA, qui a d'ailleurs appelé à une grève de vingt-quatre heures du secteur culturel vendredi, doublée d'une manifestation le même jour, à 16 h 30, via Garibaldi. Mercredi, la coalition a organisé une action à l'Arsenal, près du pavillon israélien.

Face aux attaques, Belu-Simion Fainaru, qui représente l'Etat hébreu à la Biennale, reste de marbre, accueillant placidement ceux qui s'aventurent dans son pavillon, relocalisé dans l'Arsenal pendant les travaux de celui des Giardini. *« Les gens ont le droit d'exprimer leur protestation, et j'ai le droit d'exposer comme tout le monde. L'art, c'est le seul endroit où on a encore une liberté d'expression »,* dit-il, précisant qu'à ses yeux, *« [il ne] représente pas Israël mais les artistes israéliens ».*

Devant son installation, un noir bassin recueillant des gouttelettes d'eau provenant d'un système de goutteurs, il préfère parler du poète Paul Celan (1920-1970) et de la kabbale. *« Je cherche à donner corps à l'immatérialité du temps et de la mémoire »,* explique-t-il, évoquant *« une page talmudique vivante ».* Mais son œuvre est aussi une référence à la technologie israélienne d'irrigation au goutte-à-goutte dans le désert. Une image problématique alors qu'Israël contrôle 80 % des ressources en eau de Cisjordanie et limite fortement l'agriculture palestinienne, tout en permettant l'expansion des colonies.

Quelques mètres plus loin, dans l'Arsenal, le peintre Nabil Nahas, qui représente le Liban à la Biennale, se tient en retrait des polémiques : *« L'art ne devrait être au service ni de la guerre ni des sanctions »,* veut-il croire. Lui a refusé de signer les tribunes appelant à l'exclusion d'Israël. *« Il est injuste d'empêcher un artiste d'exposer, on n'est pas responsable du pays d'où on vient »,* dit-il.

Cette année, d'autres appels au boycott ont fusé, contre la réouverture du pavillon russe, fermé depuis l'invasion de l'Ukraine par les troupes de Vladimir Poutine. Au cours de l'été 2025, l'idée d'un retour a germé, et il a été directement négocié entre le président de la Biennale, Pietrangelo Buttafuoco, et les organisateurs du pavillon russe. Cette décision va lui coûter cher : la Commission européenne a annoncé fin avril qu'elle retirerait dès 2027 sa subvention de 2 millions d'euros à la Biennale.

La programmation du pavillon russe a été conçue par une représentante de la nomenklatura, Anastasia Karneeva, fille du numéro deux de Rostec, le géant de l'armement russe – sous sanctions européennes depuis l'invasion de l'Ukraine –, et proche d'Ekaterina Vinokurova, fille du ministre des affaires étrangères, Sergueï Lavrov. Cette représentante du système a cru trouver la parade pour faire oublier les sanctions : magnifier la culture des républiques russes sous le joug du Kremlin. Des ficelles bien trop grosses.

## **Alma Allen sur le gril**

Des performances musicales alternant chant folklorique et rock alternatif, des bouquets de fleurs défraîchies dont on ne comprend pas le sens et un bar offrant du gin tonic ont attiré les curieux, certains repartant avec un cabas floqué par les artistes. *« Chaque artiste exposé dans ce pavillon portera, bon gré mal gré, la responsabilité des crimes du régime qui l'a sollicité »,* avait toutefois averti un collectif d'artistes et universitaires dans une tribune publiée le 22 avril par *Le Monde*.

Interrogée par *Le Monde*, dans le dos des attachés de presse portant un masque de carnaval, seuls habilités à livrer des éléments de langage, une chanteuse de Saint-Pétersbourg se disait inquiète d'éventuels incidents, qui ne se sont pas produits le jour de l'ouverture, le 5 mai. Icônes dissidentes, les Pussy Riot ont déjà mené une action, mercredi 6 mai, devant le pavillon russe, avec des fumigènes roses, masquées et poings levés. Elles annonçaient aussi une autre manifestation pour le lendemain, devant la magnifique façade baroque de l'église de San Moisé.

Troisième pavillon contesté : celui des Etats-Unis, où Alma Allen, l'artiste à l'honneur, se savait également sur le gril, depuis les appels à l'exclusion des Etats-Unis, professés notamment par l'artiste britannique Anish Kapoor.

Depuis son retour à la Maison Blanche, Donald Trump a coupé les têtes dissidentes, mis au pas universités et musées publics, sommés de s'aligner sur la doctrine du « *Make America great again* », et déclenché une guerre contre l'Iran. Plus trivialement, il a placé à la tête du pavillon américain une personnalité pour le moins inexpérimentée : Jenni Parido, passée sans transition de la direction d'un magasin d'accessoires pour animaux de luxe à l'organisation d'un pavillon.

Avant même que ne soient dévoilées les sculptures en bronze d'Alma Allen, plus imposantes par leur taille que par leur puissance artistique, le spécialiste Robert Storr avait sonné la charge dans le *New York Times*. « *L'Amérique restera dans les mémoires comme ayant gâché une occasion majeure de présenter un travail sérieux, taclait cet ancien du MoMA, commissaire de la Biennale de Venise en 2007. On se demandera : est-ce le mieux que nous puissions faire ?* »

Comme les représentants des pavillons russe et israélien, Alma Allen fait le dos rond face aux critiques. « *Je ne représente personne d'autre que moi-même* », murmure-t-il, le sourire nerveux, préférant se raconter en technicien de la patine. Son œuvre, sans titre ni cartel, parle de sa vie et non de politique, répète-t-il. Son responsable de communication n'en pointe pas moins une sculpture en travertin perse à l'entrée du pavillon, comme si l'usage d'un marbre iranien valait certificat de résistance.

Son tout nouveau galeriste, le Français Emmanuel Perrotin, tempore. « *Ce n'est pas mon rôle de réagir à ces commentaires, élude-t-il. La galerie n'est pas une organisation politique, nous restons concentrés sur nos artistes et sur leur travail.* »